



# ***RESISTANCE SOCIALE***

La République sera sociale ou ne sera pas !

**Numéro 21    Décembre 2004**

## **Le mot de la Présidente**

Ainsi donc ils auront été 41000 à s'exprimer contre la Constitution européenne lors du référendum interne au Parti Socialiste. 41000, ce n'est pas rien ! 41000 qui auront su, au delà des enjeux de pouvoir internes au PS prendre position sur le fonds et exprimer leur opposition à la construction libérale de l'Europe.

41000 qui veulent se retrouver en phase avec le rejet du libéralisme manifesté de toutes les façons possibles par la grande majorité du peuple français. 41000 qui ont su dire tout haut qu'ils étaient socialistes et que ça ne rimait pas avec casse du service public, privatisation, dérèglementation ...

De leur côté, hormis FO, les organisations syndicales, empêtrées dans l'institutionnalisation de la Confédération Européenne des Syndicats, n'ont pas eu le courage de dire non à la constitution Giscard, qui remet pourtant en cause aussi bien les droits acquis des travailleurs par des décennies de lutte que le modèle social français. Heureusement cela n'empêche pas, à la base, de nombreux militants syndicaux de se prononcer pour le Non. En témoignent les nombreuses signatures que reçoivent les pétitions comme la récente position officielle de l'UD CGT de Paris.

Dans le pays, dans le peuple, partout chez les salariés, enfle donc le refus qu'on franchisse, sous l'alibi bien commode de la construction européenne, un nouveau pas vers la destruction du cadre salarial, de la protection sociale, de l'emploi au profit d'un libéralisme de plus en plus débridé et de patrons de plus en plus sans scrupules.

A Résistance Sociale nous nous en réjouissons ! Le débat autour de ce référendum va contribuer à reclasser la droite à droite et la gauche à gauche entraînant, et quelquefois malgré eux, organisations, partis et syndicats.

Bien sûr, nous ne serions pas contre la constitution européenne si elle n'était pas le meilleur outil des libéraux et une machine de guerre au service d'une minorité. Le problème – et de plus en plus de nos compatriotes le comprennent – c'est qu'elle ne peut pas être autre chose.

Voilà pourquoi le combat contre la constitution européenne est indissociable du combat contre l'évolution libérale de la gauche.

**Marinette BACHE**

# SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Par Emilie KERDUJAL

## INTERNATIONALISATION DE L'AMAZONIE Discours du ministre brésilien de l'Éducation aux États-unis.

Pendant un débat dans une université aux États-unis, le ministre de l'Éducation Cristovam Buarque, fut interrogé sur ce qu'il pensait au sujet de l'internationalisation de l'Amazonie. Le jeune étudiant américain commença sa question en affirmant qu'il espérait une réponse d'un humaniste et non d'un Brésilien.

Voici la réponse de M. Cristovam Buarque.

En effet, en tant que Brésilien, je m'élèverais tout simplement contre l'internationalisation de l'Amazonie. Quelle que soit l'insuffisance de l'attention de nos gouvernements pour ce patrimoine, il est nôtre. En tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité. Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devons internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier. Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie l'est pour notre avenir. Et malgré cela, les maîtres des réserves de pétrole se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction de pétrole, comme d'augmenter ou non son prix.

De la même manière, on devrait internationaliser le capital financier des pays riches. Si l'Amazonie est une réserve pour tous les hommes, elle ne peut être brûlée par la volonté de son propriétaire, ou d'un pays. Brûler l'Amazonie, c'est aussi grave que le chômage provoqué par les décisions arbitraires des spéculateurs de l'économie globale. Nous ne pouvons pas laisser les réserves financières brûler des pays entiers pour le bon plaisir de la spéculation. Avant l'Amazonie, j'aimerais assister à l'internationalisation de tous les grands musées du monde. Le Louvre ne doit pas appartenir à la seule France. Chaque musée du monde est le gardien des plus belles oeuvres produites par le génie humain. On ne peut pas laisser ce patrimoine culturel, au même titre que le patrimoine naturel de

l'Amazonie, être manipulé et détruit selon la fantaisie d'un seul propriétaire ou d'un seul pays. Il y a quelque temps, un millionnaire japonais a décidé d'enterrer avec lui le tableau d'un grand maître. Avant que cela n'arrive, il faudrait internationaliser ce tableau. Pendant que cette rencontre se déroule, les Nations unies organisent le Forum du Millénaire, mais certains Présidents de pays ont eu des difficultés pour y assister, à cause de difficultés aux frontières des États-unis. Je crois donc qu'il faudrait que New York, lieu du siège des Nations unies, soit internationalisé. Au moins Manhattan devrait appartenir à toute l'humanité. Comme du reste Paris, Venise, Rome, Londres, Rio de Janeiro, Brasília, Recife, chaque ville avec sa beauté particulière, et son histoire du monde devraient appartenir au monde entier.

Si les États-unis veulent internationaliser l'Amazonie, à cause du risque qu'il fait courir le fait de la laisser entre les mains des Brésiliens, alors internationalisons aussi tout l'arsenal nucléaire des États-unis. Ne serait-ce que par ce qu'ils sont capables d'utiliser de telles armes, ce qui provoquerait une destruction mille fois plus vaste que les déplorables incendies des forêts Brésiliennes. Au cours de leurs débats, les actuels candidats à la Présidence des États-unis ont soutenu l'idée d'une internationalisation des réserves florestales du monde en échange d'un effacement de la dette.

Commençons donc par utiliser cette dette pour s'assurer que tous les enfants du monde aient la possibilité de manger et d'aller à l'école. Internationalisons les enfants, en les traitant, où qu'ils naissent, comme un patrimoine qui mérite l'attention du monde entier. Davantage encore que l'Amazonie.

Quand les dirigeants du monde traiteront les enfants pauvres du monde comme un Patrimoine de l'Humanité, ils ne les laisseront pas travailler alors qu'ils devraient aller à l'école; ils ne les laisseront pas mourir alors qu'ils devraient vivre. En tant qu'humaniste, j'accepte de défendre l'idée d'une internationalisation du monde. Mais tant que le monde me traitera comme un Brésilien, je lutterai pour que l'Amazonie soit à nous. Et seulement à nous.

# PLACE AU DEBAT

Vous trouverez ci-dessous une résolution adoptée par l'UD CGT de Paris qu'il nous a semblé utile de porter à votre connaissance dans le cadre de la campagne contre la constitution européenne. Si vous êtes informé d'autres initiatives de ce genre n'hésitez pas à nous en faire part.

La rédaction.

## L'UD CGT PARIS DIT NON A LA CONSTITUTION EUROPEENNE

AGIR POUR une Europe de progrès social, solidaire et démocratique au service de la paix et du développement durable.

Résolution adoptée au Comité général de l' UD 75 du 09 décembre 2004 (extraits)

Le débat national sur l' enjeu du traité constitutionnel Européen a pris une ampleur nouvelle depuis l' annonce d' une modification possible de la constitution française et d' un référendum dont la date n' est pas fixée. La CGT depuis des années, parfois avec succès, a contribué aux mobilisations nécessaires pour construire une autre Europe. Aujourd' hui, elle s' engage à poursuivre l' information et le débat avec les salariés, les privés d' emploi, les retraités pour qu' ils puissent se déterminer en toute connaissance de cause. Le traité constitutionnel Européen traite de l' emploi, des salaires, de la protection sociale, des services publics, des droits de chacune et de chacun, des compétences de l' union, et ses institutions, de la place de l' Europe dans le monde. Il concerne donc les salariés dans leur vie de tous les jours. Dans un monde dominé par les marchés financiers et la place de plus en plus importante des multinationales, ce traité ne propose pas d' autres choix que le libéralisme, et ce, malgré la persistance d' un chômage massif et l' extension de la pauvreté. Le patronat délocalise, déréglemente, privatise. La politique des bas salaires est généralisée au nom du pacte de stabilité et l' affaiblissement des dépenses publiques pour répondre aux besoins. Le projet de constitution vise à pérenniser ces choix libéraux en proclamant la suprématie du marché sur les salariés. C' est inacceptable ! Les libertés « libérales » y sont en bonne place : libre circulation des marchandises, des services et des capitaux dans un marché unique où la concurrence est libre et n' est pas faussée ! Pour cela il faut toujours moins d' état et de contraintes comme les garanties collectives sont détournées à l' avantage du patronat C' est le sens des directives en projet dites « Bolkenstein » et de révision du temps de travail. La charte des droits fondamentaux revendiquée par les salariés européens

dans leurs luttes est intégrée au traité constitutionnel sans aspect contraignant et ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelle pour l' Union. Ce n' est pas le cas des directives en projet et de celles mises en oeuvre qui ont permis aux grands groupes privés de venir concurrencer les entreprises publiques. Le service public, ce qui relève de l' intérêt général ne pourrait exister au mieux que sous forme de dérogation à la loi du marché. Les services d' intérêts économiques généraux ne seraient conçus qu' au travers de missions publiques au rabais. Les politiques de l' emploi ne resteraient que sous forme de recommandations sous pression de la Commission et de la Banque Centrale Européenne dont l' objectif est de baisser le coût du travail, supposé trop élevé et faisant obstacle à l' emploi, est réaffirmé ! Force est de constater que le projet de traité prend bien plus souvent la défense du marché que de la paix. Il milite pour l' augmentation des dépenses militaires et ligote les peuples des 25 pays de l' union dans la dépendance à la stratégie américaine en inscrivant leur défense communautaire dans le cadre de l' OTAN. Pour toutes ces raisons, le comité général CGT de l' UD 75 dit NON à la constitution européenne. La CGT appelle les salariés à s' en saisir pour contribuer à la non ratification du traité lors du référendum et à se mobiliser pour imposer une nouvelle définition du projet européen, dans la continuité des luttes engagées ces dernières années en France et en Europe...

Cette résolution a été adoptée par :  
10 680 voix pour (76.49 %)  
3 028 voix contre (21.69 %)  
256 voix abstention (1.83 %)  
sur un total de 13 963 voix

...

# PLACE AU DEBAT

## POUR QUE VIVE LA FONCTION PUBLIQUE !

Par LOUIS DIVISIN

Depuis plus de 10 ans, la fonction publique, les services publics et plus largement le secteur public sont méticuleusement déstructurés, démantelés, privatisés. Hier le secteur bancaire, l'aéronautique, le transport aérien, le réseau routier, la téléphonie, aujourd'hui la SNCF et la Poste et demain EDF-GDF !

C'est l'ensemble des Français qui en pâtissent d'autant plus que notre pouvoir d'achat s'est, depuis le passage à l'Euro, extrêmement détérioré. Cette détérioration est renforcée par :

- la réforme sur les retraites programmée à Barcelone et mise en place par le gouvernement Raffarin préparant l'arrivée des fonds de pension;
- la casse orchestrée de la sécurité sociale;
- le désengagement de l'Etat, c'est à dire la fin d'une véritable politique industrielle et d'aménagement du territoire;
- la baisse de l'impôt direct et l'augmentation des réductions fiscales qui favorisent les plus aisés.

Ce que demandent les Français ce n'est pas la charité de Borloo, l'augmentation de la prime de Noël ou 150 francs par an de réduction d'impôt mais la justice sociale : **avoir un travail stable, un salaire décent et l'accès à des services essentiels.**

### DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

◆ Le gouvernement a décidé unilatéralement une augmentation salariale pour l'ensemble des fonctionnaires de 0,5% en février et 0,5 % en novembre 2005 alors que le panier de la ménagère a augmenté de 15% depuis l'arrivée de l'euro, que l'inflation en 2004 a dépassé 2%, que les émoluments des fonctionnaires n'ont pas été augmentés depuis quatre ans : comment ose-t-on dire que le pouvoir d'achat des fonctionnaires n'a pas baissé ?

◆ Que dire quand les fonctionnaires vont en parallèle connaître une baisse de leurs rémunérations à partir de janvier de 1% pour cotiser à une retraite complémentaire ?

◆ Comment accepter que l'on nous présente comme une avancée, une chance, de pouvoir, après sa carrière, travailler à mi-temps pour avoir un complément retraite ?

◆ Comment accepter que le ministre de la fonction publique annonce comme une mesure de rétorsion de ne pas payer les jours de grève ? Comment accepter que Renaud Dutreil veuille faire croire aux Français que ceux-ci sont habituellement payés ?

◆ Comment oser dire que c'est au nom de l'intérêt général que l'on supprime des milliers d'emplois dans la fonction publique alors que les conséquences sont la dégradation du service public, la fin des services publics en milieu rural, la fin de l'égalité de traitement des administrés, des élèves et des usagers (tous gérés de plus en plus comme des « clients ») ?

### ET LE PIRE RESTE A VENIR !

La constitution européenne que certains au nom d'une Europe sociale introuvable rêvent de voir adopter prévoit notamment (art III-178, 167 et 166-2 de la Constitution Giscard)

- Les Etats devront respecter « le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée »

- *Les aides des Etats « qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises sont incompatibles avec le marché intérieur »*

- **Les entreprises chargées des services d'Intérêt économique général «sont soumises aux dispositions de la constitution, notamment aux règles de la concurrence »**

Le démantèlement de l'Etat au nom des sacro-saints critères de Maastricht et de la construction européenne couvre une crue réalité : **jamais les détenteurs de capitaux ne se sont aussi bien portés, jamais la part des richesses revenant au salariat n'a été aussi mince !**

*Au nom d'une Europe idyllique on nous demandera demain d'entériner une constitution européenne ultra-libérale qui détruira ce qui nous reste de service public en lui substituant des services d'intérêt économique général qui laisseront tout ce qui n'est pas rentable à l'Etat, c'est-à-dire aux Français et aux autres peuples concernés, et tout ce qui rapporte au bénéfice des seuls marchands de capitaux.*

Cette constitution aliénera durablement la souveraineté de notre peuple et celle de nos voisins (l'unanimité est requise pour toute modification): nous ne pourrons plus choisir notre politique monétaire, financière, industrielle et même étrangère !

Les fonctionnaires constituent le dernier pré carré de ceux qui permettent à nos services publics de subsister : malgré les réformes successives et des conditions d'exercice de leurs fonctions de plus en plus difficiles, le développement des emplois précaires et une course effrénée à la rentabilité à tout prix et à la bonne statistique ils restent très majoritairement fidèles à l'idée de justice sociale, tentant de sauver, à leur niveau, le ciment républicain de notre Nation : l'égalité.

# ACTUALITE SOCIALE

## Réforme de l'assurance-maladie : une bénédiction pour les assurances

*Par Claude CHAILLE*

La récente réforme de l'assurance maladie devrait accroître de manière "significative" le rôle des complémentaires santé et constituer, à long terme, d'importantes opportunités de croissance pour les compagnies d'assurance, selon l'agence de notation Moody's.

La réforme du système de santé en France, adoptée en août 2004, "devrait à terme renforcer le rôle des assureurs complémentaires santé et créer de nouvelles perspectives de croissance pour le secteur, accompagnées de profonds changements dans leurs stratégies et leur environnement concurrentiel", estime Moody's dans une étude publiée récemment. Pour autant, ces évolutions ne devraient être que "progressives" et la répartition actuelle entre les assureurs privés et le régime public de la Sécurité sociale "devrait rester stable à court terme", selon le rapport. En 2003, sur 144,9 milliards d'euros de dépenses de santé (+6,6% par rapport à 2002), la Sécurité sociale a remboursé 111,2 milliards d'euros, les organismes complémentaires ont pris en charge 18,4 milliards d'euros et les ménages 15,4 milliards d'euros, selon des chiffres fournis par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Les fournisseurs d'assurance complémentaire santé sont de trois types: institutions de prévoyance, sociétés mutuelles et sociétés anonymes traditionnelles.

La réforme devrait, "à long terme", ouvrir à l'ensemble des acteurs complémentaires "d'importantes opportunités de croissance en leur permettant d'offrir une gamme de services de plus en plus différenciée et sophistiquée", souligne l'agence de notation.

Selon elle, davantage de concurrence sur ce marché "est susceptible, à terme, d'améliorer le profil de crédit" grâce à de "meilleurs rendements par rapport aux risques souscrits, grâce à des choix plus éclairés en termes de politique de souscription et de segmentation de marché".

Mais, pour percevoir la portée de la réforme, il faudra attendre l'adoption des textes d'application, prévue pour début 2005, précise l'étude, qui estime que le cadre réglementaire "devrait s'avérer relativement favorable aux assureurs complémentaires".

## RIONS UN PEU

### La conscience sociale est-elle soluble dans l'eau?

*Par Simon Brouillard (correspondant québécois)*

A partir de la lettre électronique de Réso, j'avais extrait le logo de Résistance sociale, le jeune homme portant le drapeau de la République... il est joli. Je l'ai modifié pour que le drapeau de la République soit aux couleurs des Patriotes de 1837-38 en vert/blanc/rouge au lieu de bleu/blanc/rouge.

Par la suite, je l'ai envoyé à quelques reprises à l'Union des Forces progressistes et à une de ses composantes politiques: Le PCQ, Parti communiste du Québec. Son leader recherchait une photo pour servir de murale sur l'extérieur de l'immeuble.

L'UFP n'a jamais rien répondu, mais le pire, enfin, c'est que le PCQ m'a appris qu'il ne l'avait jamais reçu (???). Je n'ai rien dit, mais quand j'ai vu la murale réalisée cela m'a fait sourire: Il a choisi de peindre une auto décapotable américaine... dans laquelle une petite famille américaine se promène...

En ces temps de bactéries où les grandes centrales syndicales n'osent même pas critiquer le gouvernement libéral sur l'état de désuétude de nos services hospitaliers, les vertus républicaines ne sont pas très contagieuses ici...

Courageusement vôtre...

# COUP DE GUEULE

**Non, les salariés ne sont pas coupables !**

Par Yves MESCOFF

Il ne se passe pas un jour ou presque sans que l'on entende à la télé ou à la radio ou que l'on lise sur un journal une intervention d'un patron ou d'un membre du gouvernement ou du parlement une critique sur les 35 heures. A les entendre si notre économie va mal, si les salariés n'ont pas le moral, si le chômage perdure, si les entreprises délocalisent, c'est la faute à la réduction du temps de travail qui mettrait la France à la traîne des pays industrialisés et l'empêcherait de rivaliser avec des pays comme la Chine.

Ces commentateurs oublient ou feignent d'oublier que les 35 heures ne concernent pas encore tous les salariés et que la plupart des petites entreprises sont encore à 40 heures, voire au delà. Ils oublient ou feignent d'oublier que la réduction du temps de travail dans le cadre des lois Aubry ne s'est pas faite sans contrepartie et qu'en échange les entreprises ont pu geler les salaires ou augmenter considérablement la flexibilité en imposant à leurs salariés des horaires décalés, des horaires de travail adaptés à la demande avec des journées allongées et d'autres réduites ...

D'ailleurs avez-vous entendu Sellière, Sarkozy ou d'autres proposer de revenir à la situation d'avant les lois Aubry ? Non, bien sûr ! Ils veulent bien qu'on augmente le temps de travail mais pas question de

toucher à la flexibilité ou alors pour l'augmenter encore ... A les entendre les salariés y trouveraient leur compte puisque grâce aux heures supplémentaires ils pourraient gagner davantage.

Le problème c'est qu'à en croire les sondages, rares sont les salariés qui veulent voir augmenter leur temps de travail alors que la grande majorité d'entre eux souhaiterait gagner davantage. Est-ce à dire alors que les salariés français sont des fainéants ? N'est ce pas plutôt qu'ils se rendent compte que pendant qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts les patrons ne cessent de s'enrichir toujours davantage et que les profits des entreprises n'ont jamais été aussi élevés du fait d'une forte augmentation de la productivité.

Comment alors expliquer le chômage ? Bien sûr nos entreprises doivent affronter la concurrence des pays à faible protection sociale mais n'est ce pas les patrons eux-mêmes qui prônent la libre concurrence ? En réalité tout cela est orchestré et n'a qu'un but : réduire toujours davantage les droits des salariés en les culpabilisant .et permettre aux plus riches de gagner toujours plus. Non les salariés ne sont pas coupables. La réduction du temps de travail est légitime et doit être poursuivie.

Le bulletin Résistance Sociale  
est une publication de RESO

Association loi 1901

**Siège social :**

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

**Pour nous écrire :**

5 place Georges Brassens  
78260 ACHERES

Tel : 01 48 06 34 97

Portable : 06 74 79 05 10

Présidente de RESO et directrice de  
la publication : Marinette BACHE

Commission paritaire en cours

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

j'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à :** RESO 5 place Georges Brassens 78260 ACHERES (chèque  
à l'ordre de Résistance Sociale)